

« SE LAMENTER NE MÈNE À RIEN »



La confiance est l'une des conditions les plus importantes de notre vie en communauté et elle est également nécessaire au développement des personnes, des entreprises et de la société. Or, cette confiance fondamentale fait de plus en plus défaut ces derniers temps, alors qu'elle est indispensable pour investir, proposer du travail ou en trouver. Tout le monde veut lutter contre la méfiance sociale, mais comment remédier à ce déficit de confiance ?

Alexander De Croo et **Pieter Timmermans**, respectivement Premier ministre et CEO de la FEB, exposent leur point de vue.

PARLER OU AGIR

Une enquête récente sur la confiance dans les responsables politiques, les gouvernements et les parlements de Belgique et d'Europe fait état de scores moyens oscillant entre 3 et 4 sur 10. Tous les gouvernements de notre pays sont en échec et les scores des parlements sont également en baisse. Cela témoigne d'un profond mécontentement de la population à l'égard de la manière dont les responsables politiques écoutent, agissent et prennent des décisions. Quel est le problème?

Alexander De Croo (ADC) : « Si l'on veut susciter la confiance, il faut d'abord faire confiance. Aux collègues, aux collaborateurs, aux amis... au monde politique et à celui des entreprises. Mais je constate que les gouvernements ont tendance à accorder relativement peu de confiance à la population. Cela se manifeste, entre autres, par des réglementations tatillonnes ou par une législation excessive qui se concentre sur les 2 % de compatriotes malhonnêtes, accablant ainsi inutilement les 98 % de personnes de bonne foi. »

Pieter Timmermans (PT) : « En effet, une attitude moralisatrice est souvent plus dommageable que profitable. »

ADC : « En outre, il y a aussi le fait que l'époque où le monde occidental se croyait le centre du monde et de la civilisation et tentait de l'imposer est révolue, et que le modèle occidental n'est plus perçu comme la panacée universelle. Par ailleurs, les rapports économiques ont énormément évolué. Cette évolution érode le sentiment de bien-être et donc la confiance (en soi). Enfin, force est de constater que les crises successives en Europe – banques, énergie, pandémie de COVID-19, conflit en Ukraine – ces deux dernières décennies n'ont pas favorisé la confiance dans l'orientation que prend notre société. Mais, je ne veux pas me cacher derrière ces facteurs externes. Donner et recevoir la confiance est un levier qui est entre nos mains et sur lequel nous devons travailler. »

PT : « Une semaine est une éternité en politique, disait Herman Van Rompuy. Avec l'émergence des réseaux sociaux, les mirages de l'actualité influencent plus que jamais le jeu politique. Or, ce n'est pas une bonne base pour faire de la politique et construire la confiance. Les responsables politiques, tout comme les CEO d'entreprise, devraient se concentrer davantage sur le moyen et le long terme. La confiance se gagne en gouttes et se perd en litres. Les médias jouent d'ailleurs un rôle important dans ce changement de culture. Au cours des 25 dernières années, ils sont passés du statut de diffuseur d'informations à celui de faiseur d'actualités, du statut de reporter à celui de faiseur d'opinions qui oriente et influence la vision du monde des gens. La distinction entre les fausses nouvelles et les vraies s'estompe et le boom des médias sociaux n'a fait qu'accélérer cette évolution, ainsi que la polarisation sociale et la méfiance qui en découlent. »



« IL EST PRÉFÉRABLE DE CONSACRER PLUS DE TEMPS À UNE LÉGISLATION MÛREMENT RÉFLÉCHIE PLUTÔT QUE DE CONTINUER À JOUER AU YO-YO »

Pieter Timmermans
CEO VBO FEB

Que faut-il entendre par 'économie de la confiance'?

PT : « Chaque entrepreneur, chaque entreprise renforce la confiance dans ce pays grâce à l'innovation, mais ils ne le montrent pas assez. Les réalisations positives et les progrès ne sont pas suffisamment exploités comme moteur de la confiance. »

ADC : « En effet, nous avons en partie perdu la foi dans le progrès comme synonyme d'une vie meilleure. »

PT : « Mais c'est là que l'optimisme du progrès nous joue des tours. Après la roue vint le vélo, d'abord sans, puis avec une chaîne. Puis la voiture, avec un toit et donc très confortable. Aujourd'hui, presque tout le monde possède une voiture, de préférence équipée de technologies et de gadgets sophistiqués. Et puis, soudain, on nous dit que nous devons faire un pas en arrière. Que nous devons apprendre à consommer, à travailler et à vivre différemment. Cela va à l'encontre de notre aspiration à toujours plus d'amélioration et de confort. Ce revirement constitue un énorme défi sociétal. Si l'on s'en tient à l'exemple de la mobilité : ce n'est qu'en travaillant réellement sur le transfert modal et les modes de transport alternatifs que nous pourrions contrer cette résistance, cette méfiance. »

ADC : « La plupart des défis mondiaux auxquels notre société est confrontée sont des défis collectifs, tels que le réchauffement climatique ou la menace des flux migratoires irréguliers. D'aucuns affirment que le remède requiert donc aussi une approche collective. De haut en bas, ils imposent à la population ce qui est autorisé et surtout ce



« L'HUMANITÉ N'A JAMAIS RELEVÉ SES DÉFIS EN INVERSANT LE COURS DU PROGRÈS »

Alexander De Croo
Premier ministre

qui ne l'est plus. Cela s'avère terrifiant pour de nombreuses personnes. Je ne pense pas qu'il faille lutter contre le changement climatique en ralentissant l'économie. Au contraire, il faut relancer l'économie. L'humanité n'a jamais relevé ses défis en inversant le cours du progrès. Je privilégie les solutions ouvertes où l'esprit d'entreprise a aussi sa place, et non les comportements dictés collectivement.»

Les solutions transparentes ont-elles un effet de levier?

ADC : « Pour moi, faire de la politique, c'est parler et agir. Aujourd'hui, on perd beaucoup trop de temps à parler, parler, parler... pour dire ce qu'on devrait faire. Cette propension à vouloir s'imposer dans le carrousel médiatique actif 24 h/24 fatigue les gens et les détourne de la politique.»

PT : « Personne n'a toutes les réponses. Une coopération étroite est donc nécessaire pour relever des défis complexes et interdépendants. L'état de la planète requiert de changer le 'business as usual'. Pour cela, des investissements très importants sont nécessaires, notamment en recherche et en innovation. Enfin, une réglementation bien pensée, claire et adéquate est nécessaire pour accompagner cette transition. Or, nous estimons que ce n'est malheureusement pas toujours le cas.»

ADC : « Faire de la politique, c'est plus qu'exprimer son opinion sans détours. Les citoyens attendent de nous que nous unissions nos efforts pour atteindre ensemble les objectifs fixés. Ils comprennent que les partis peuvent être en désaccord, mais en ont ras le bol de voir qu'ils refusent de faire des concessions pour parvenir à des solutions. Si l'on veut obtenir quelque chose, il faut travailler ensemble. C'est vrai aussi bien en politique qu'au sein de la FEB ou dans le club de football de mes enfants.»

PT : « Il est important de prendre suffisamment de temps pour parvenir à un projet commun partagé. En tant qu'organisation d'employeurs, il nous est peut-être un peu plus facile d'aligner toutes nos fédérations sectorielles membres parce que nous ne sommes pas constamment sous les feux de la rampe. Ce qui ne veut en aucun cas dire que c'est moins complexe. Mais grâce à une concertation constructive, nous parvenons chaque fois à des solutions mûrement réfléchies et réalisables. Dès lors, plus que d'autres 'institutions' telles que les ONG, les pouvoirs publics et les médias, nous gagnons la confiance des citoyens (lire l'article « Les entreprises font ce qui est juste, dixit le citoyen », p. 12). Rien ne sape davantage la confiance que le fait d'annoncer une solution pour finalement ne pas la mettre en œuvre ou seulement à moitié.»

ATTRACTIVITÉ OU STABILITÉ

Il faut être 'constructif'...

ADC : « J'en ai assez des collègues qui ne cessent de dénigrer notre pays. Cela ne va pas rendre la Belgique meilleure. En effet, se lamenter ne mène à rien. Notre pays a de nombreux atouts, mais nous les gardons trop souvent pour nous, alors que nous faisons étalage de nos problèmes. Cela me rend fou. Il faut précisément faire le contraire : mettre ses atouts en avant et régler ses problèmes en interne. De plus, il s'agit généralement de problèmes que nous pensons que les autres pays ne rencontrent pas. L'organisation de la Belgique, par exemple, n'est pas plus complexe que celle de l'Allemagne, de la Suisse ou des États-Unis. Par ailleurs, nous disposons encore de précieux atouts, comme notre protection sociale, notre industrie de haute technologie et nos universités. En résumé, nous sommes bons dans ce que nous faisons et, dans l'ensemble, nous sommes loin d'être mauvais. Je voudrais citer l'ancien président américain Bill Clinton : 'There is nothing wrong with America that cannot be cured by what is right with America.' (Il n'y a rien de mauvais en Amérique qui ne puisse être guéri par ce qu'il y a de bon en Amérique). Ce faisant, il reconnaît qu'il y a des choses qui vont mal, mais aussi d'autres qui vont bien. Ce que je retiens de cette vision, c'est que nous devons tirer des leçons de ce que nous faisons bien pour améliorer nos performances plus médiocres.»

PT : « En termes de concertation sociale, cela signifie qu'il faut mettre l'accent sur d'autres aspects et aborder les questions d'actualité au départ d'une nouvelle vision de la société. Il faut en finir avec la logique des années 1960 consistant à limiter la concertation aux salaires et aux droits d'absence. Les partenaires sociaux doivent se retrouver dans ce que j'appelle des 'accords de vision'. Il s'agit d'accords soutenus par une vision qui n'est pas l'otage d'un modèle de société révolu depuis longtemps ou des aléas du quotidien, et que nous soutenons conjointement. Ensemble, nous devons opter pour une croissance plus durable en misant sur des thèmes qui détermineront notre prospérité : une retraite viable, la numérisation, la transition énergétique, la mobilité... »

Notre pays n'excelle pas en matière de sécurité juridique, autre pilier de la confiance, dans un certain nombre de dossiers. Cela compromet notre attractivité pour les investisseurs potentiels. En 2022, la Belgique est passée de la sixième à la neuvième place dans le Baromètre EY de l'attractivité belge 2023. Cela n'augure rien de bon pour l'avenir.

ADC : « La stabilité politique est cruciale. Au cours de notre législature actuelle, la Grande-Bretagne a connu trois gouvernements successifs, plusieurs gouvernements sont tombés aux Pays-Bas et, en France, une révolution semble éclater chaque semaine. Si l'on regarde 15 ans en arrière au niveau belge, c'est à ce moment que nous avons subi la plus grande perte de stabilité – y compris budgétaire – pendant les quatre années d'affaires courantes, durant lesquelles nous avons essayé de former un gouvernement. »

PT : « Le gouvernement en affaires courantes a en effet coûté énormément à notre pays. Et cela n'a certainement pas fait du bien à notre réputation. »

ADC : « La Belgique ne doit pas être un environnement expérimental de sciences politiques, mais un pays normal... où les responsabilités politiques pourraient certes être mieux délimitées. Pas un laboratoire du confédéralisme, sous quelque forme que ce soit. La population ne demande rien de plus que d'être un pays où l'on crée des emplois, où l'on peut vivre et travailler sans tracas. »

PT : « Et où l'on ne peut plus tirer profit des réglementations contradictoires des différents niveaux de compétence. »

ADC : « Malgré toutes les réformes de l'État imaginables, si les personnes autour de la table ne veulent pas travailler ensemble, on n'arrive à rien. La crise du COVID-19 a montré que si la volonté est présente, il est possible de trouver des solutions viables et d'obtenir des résultats probants malgré la complexité du problème. »

En d'autres termes, il faut donner de l'espoir et offrir des perspectives à long terme ?

PT : « Il va de soi que nous ne devons pas présenter les choses plus mal qu'elles ne le sont. Tout comme un chef d'entreprise crée la bonne volonté et motive ses collaborateurs avec des perspectives positives. Cependant, nous ne pouvons pas nier que les choses ne sont pas toujours faciles pour nos entrepreneurs et nos investisseurs étrangers. Prenons l'exemple de la politique des permis. L'obtention d'un permis devrait être le moteur du changement, et non un facteur de blocage. Pour la FEB, il s'agit d'un fer de lance pour le prochain gouvernement : pour les projets d'investissement d'importance stratégique qui profitent à l'ensemble du pays, nous préconisons une procédure d'approbation distincte, qui soit rapide et efficace. Nous proposons à cet effet de nombreuses solutions concrètes. En agissant constamment après coup dans l'urgence ou en se mettant mutuellement des bâtons dans les roues, les décideurs politiques n'offrent que peu d'espoir et de perspectives. Il est préférable de consacrer plus de temps à une législation mûrement réfléchie et budgétisée plutôt que de continuer à jouer au yo-yo. »

« LA PLUS-VALUE RÉELLE DU PAYS SE SITUE EN MOYENNE À 1,7 MÈTRE AU-DESSUS DE LA TERRE FERME : CERVEAUX, TALENTS, CONNAISSANCES ET CRÉATIVITÉ »

Pieter Timmermans
CEO VBO FEB



ADC : «N'avons-nous pas trop tendance à regarder nos politiques avec des œillères? D'un point de vue européen, nos défis ne sont pas si exceptionnels. Notre ambition doit être de figurer en tête de peloton. Un leadership ambitieux — et cela va au-delà du leadership politique — nous permettrait de renforcer la confiance. Les citoyens attendent de nous que nous placions la barre haut, mais on ne peut le faire qu'avec des gens qui ont la même ambition.»

CHOCOLAT OU CIRCULARITÉ

Par le biais d'une 'transition juste', le gouvernement veut stimuler la confiance. Comment les politiques et les entrepreneurs veulent-ils concrétiser cela?

PT : «Nous pensons – et par 'nous', je veux dire que cette vision est unanimement soutenue par toutes nos fédérations sectorielles membres – que la transition peut être considérée comme juste si elle vise à atteindre les différents objectifs de développement durable des Nations unies, et ce sans rompre l'équilibre entre les

piliers que sont l'environnement, l'économie et le social. Nous avons besoin de mesures qui ne compromettent pas la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins. Il s'agit notamment de ne pas transmettre de charges environnementales, financières ou autres aux générations futures. La transition ne pourra être considérée comme juste que si elle vise à atteindre les différents objectifs de cette vision équilibrée, notamment au niveau social, mais pas seulement. Nous sommes conscients que cela demandera un effort à chacun d'entre nous.»

ADC : «Dans toutes les entreprises que je visite, la réduction des émissions de gaz à effet de serre est une priorité. C'est aussi la priorité de notre politique. Nous ne pouvons pas mettre le même poids sur tous les piliers à la fois, car cela reviendrait à vouloir décrocher la lune et nous perdriions alors le soutien de l'opinion publique. Il ne faut pas viser trop haut. Par ailleurs, le terme 'transition juste' laisse sous-entendre que nous vivons aujourd'hui dans un pays injuste. Est-ce vraiment le cas? Avec les Pays-Bas et le Danemark, la Belgique est le pays où la prospérité est le plus redistribuée et où l'écart entre riches et pauvres continue de se réduire. En outre, la dissociation entre la croissance économique et les émissions de gaz à effet de serre est un fait depuis déjà plusieurs années. En effet, nous continuons à croître, alors que les émissions stagnent, voire diminuent. Et, cela, nous le devons aux solutions innovantes de la Belgique entrepreneuriale.»

« FAIRE DE LA
POLITIQUE,
C'EST PLUS
QU'EXPRIMER
SON OPINION
SANS DÉTOURS »

Alexander De Croo
Premier ministre



Solutions que nous ne diffusons ou commercialisons pas encore suffisamment ?

ADC : « Je suis tout à fait favorable au libre-échange et je ne vois aucun inconvénient à ce que les Chinois vendent leurs produits ici... à condition que nous puissions également opérer sur le marché chinois. Hélas, cela se fait encore trop peu aujourd'hui. Par ailleurs, certains maillons de la production sont délocalisés parce que les normes sont particulièrement strictes chez nous. C'est quelque chose que j'ai du mal à comprendre. L'Europe est le havre le plus sûr du monde et grâce à nos normes de qualité strictes, nos produits jouissent d'une solide réputation dans le monde entier. En d'autres termes, les normes strictes renforceront, à terme, notre compétitivité au niveau mondial. »

PT : « Le fait de ne pas toucher aux incitants fiscaux en faveur de la recherche et du développement (R&D) constituerait une aide précieuse pour le monde des entreprises. Nous nous sommes battus pendant dix ans pour atteindre le sommet européen, ne compromettons pas ces efforts aujourd'hui. Je l'ai dit très souvent, mais je continuerai à le répéter jusqu'à ce que tout le monde comprenne : La Belgique ne dispose pas de matières

premières. Sa réelle plus-value se situe en moyenne à 1,7 mètre au-dessus de la terre ferme : cerveaux, talents, connaissances et créativité. Il faut donc continuer à soutenir ce système, et non le supprimer progressivement. En effet, le soutien fiscal à la R&D joue un rôle crucial tant dans le déploiement des activités de R&D que dans l'ancrage de la production innovante en Belgique. Si tous les rouages tournent bien, notre savoir-faire peut devenir un puissant produit d'exportation. Je pense ici, par exemple, à nos solutions pour réaliser une économie circulaire avec laquelle nous pouvons positionner notre pays au niveau mondial. »

ADC : « Bien sûr, nous devons rester fiers de notre chocolat, de nos frites, de nos bières et de nos chicons belges. Mais il est temps de déployer le même enthousiasme et la même ambition pour promouvoir et commercialiser nos cerveaux et notre savoir-faire en tant qu'atouts de vente uniques. »

Pour conclure, un message de confiance pour la Belgique entrepreneuriale en ce début d'année ?

ADC & PT : « Nous sommes capables de choses incroyables. Mais notre potentiel d'opportunités est bien plus grand que ce que nous en faisons aujourd'hui. Et nous ne pouvons en tirer profit en nous dénigrant. Avec une bonne dose d'ambition à toute épreuve et une confiance encore plus grande en nos capacités, nous sommes promis à un bel avenir. »

VERS UNE DÉMOCRATIE PLUS PARTICIPATIVE ?

Une démocratie plus participative pourrait constituer une arme contre la méfiance croissante des citoyens à l'égard des institutions politiques. Quelle est la position des pouvoirs publics et des entreprises face à une évolution vers une plus grande participation des citoyens ?

ADC : « Sensu stricto, un homme politique encourage la participation civique en saisissant toutes les occasions d'interagir avec les citoyens dans les médias, lors d'événements, de visites d'entreprises... Je ne suis pas contre la participation des citoyens, mais si les responsables politiques veulent susciter davantage de confiance, ils doivent prendre leurs responsabilités et faire ce qu'ils ont à faire dans le cadre du mandat qui leur a été confié par les citoyens. À mon avis, la formalisation de la participation des citoyens peut même avoir un effet contraire si elle sert d'excuse pour justifier le retard ou l'échec d'un projet. »

PT : « Je soutiens la démocratie représentative. Un responsable politique fédéral a reçu un mandat fédéral et doit donc défendre vigoureusement ses politiques dans toutes les régions du pays. Dans le monde de l'entreprise, la demande de participation active de la part des actionnaires, des collaborateurs et d'autres personnes est également en hausse. Cela ne pose aucun problème si l'assemblée générale ou le conseil d'administration n'est pas guidé par une seule voix, mais prend en compte le vaste champ sociétal dans lequel s'inscrit l'entreprise. Ceux qui permettent à leurs politiques d'être prises en otage par des groupes d'intérêt activistes perdent leur crédibilité et la confiance. Ne vous méprenez pas, une entreprise doit être ouverte au dialogue. La condition, cependant, est que chacun respecte les règles du jeu, dans les bons comme dans les mauvais jours. »